

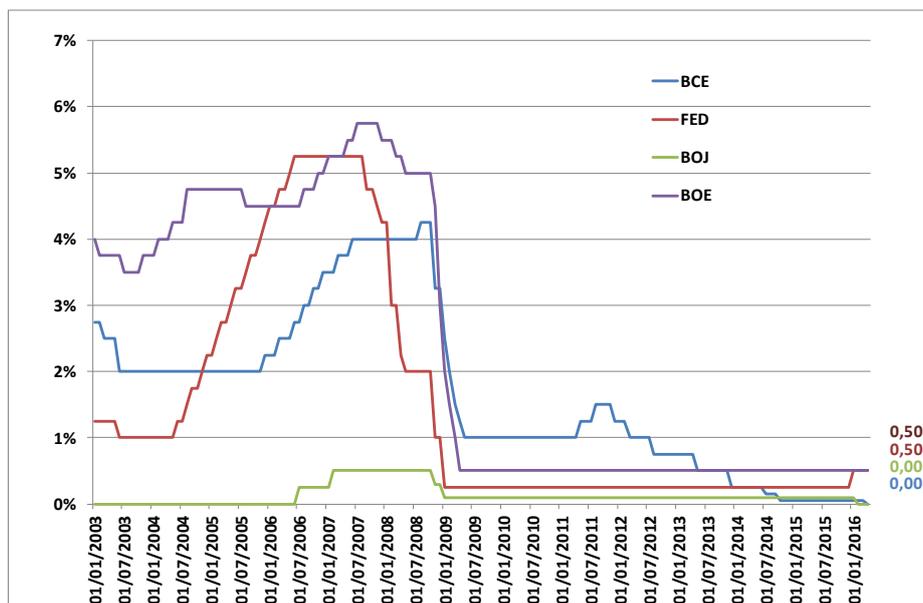
1 - Actualité nationale et internationale

BCE : Réunion du Conseil des gouverneurs du 21 avril 2016

À l'issue de la réunion du 21 avril 2016 du Conseil des gouverneurs, Mario Draghi a déclaré : « Au terme de notre examen régulier de la situation économique et monétaire, nous avons décidé de laisser les taux d'intérêt directeurs de la BCE inchangés. Selon nous, les taux directeurs devraient rester à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée, et bien au-delà de l'horizon fixé pour nos achats nets d'actifs. En ce qui concerne les mesures non conventionnelles de politique monétaire, nous avons commencé, comme décidé le 10 mars 2016, à porter à 80 milliards d'euros, contre 60 milliards d'euros précédemment, nos achats mensuels effectués dans le cadre du programme d'achats d'actifs ». Il a également déclaré « (...) en juin, nous réaliserons la première opération de notre nouvelle série d'opérations de refinancement à plus terme ciblées (TLTRO II) et nous effectuerons nos premiers achats dans le cadre du programme d'achats de titres du secteur des entreprises (corporate sector purchase programme, CSPP). (...) À la suite de la vaste série de décisions que nous avons prises début mars, les conditions de financement globales se sont améliorées dans la zone euro. Les répercussions des mesures de relance monétaire sur les entreprises et les ménages, notamment à travers le système bancaire, se renforcent. Toutefois, les incertitudes au niveau mondial persistent. Pour la période à venir, il est essentiel de conserver une orientation accommodante appropriée de la politique monétaire aussi longtemps que nécessaire pour soutenir la dynamique de la reprise économique en cours dans la zone euro et accélérer le retour de l'inflation vers des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 %. Le Conseil des gouverneurs continuera de suivre attentivement l'évolution des perspectives en matière de stabilité des prix et agira, le cas échéant, en utilisant tous les instruments à sa disposition dans le cadre de son mandat pour atteindre son objectif. Dans le contexte actuel, il est crucial de veiller à ce que l'environnement de très faible inflation ne se traduise pas par des effets de second tour sur les processus de fixation des prix et des salaires ».

[Cliquer ici pour télécharger la déclaration](#)

Taux directeurs des principales banques centrales



Chômage

Chômage en hausse en France

Fin février 2016, en France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi tenus de rechercher un emploi et sans activité (catégorie A) s'établit à 3 591 000. Ce nombre augmente de 1,1 % sur un mois (soit +38 400 personnes), de 0,6 % sur trois mois (+21 400 personnes) et de 2,5 % sur un an. En février 2016, ce nombre augmente de 0,5 % pour les moins de 25 ans (-0,7 % sur trois mois et -4,5 % sur un an), de 1,3 % pour ceux âgés de 25 à 49 ans (+0,6 % sur trois mois et +2,1 % sur un an) et de 0,9 % pour ceux âgés de 50 ans ou plus (+1,5 % sur trois mois et +8,1 % sur un an).

Baisse du chômage en Europe

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 10,3 % en février 2016, en baisse par rapport au taux de 10,4 % enregistré en janvier 2016 et à celui de 11,2 % de février 2015. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis août 2011. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 8,9 % en février 2016, stable par rapport à janvier 2016 et en baisse par rapport au taux de 9,7 % de février 2015. Il s'agit du taux le plus faible dans l'UE28 depuis mai 2009. Eurostat estime qu'en février 2016, 21,651 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 16,634 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2016, le nombre de chômeurs a diminué de 59 000 dans l'UE28 et de 39 000 dans la zone euro. Comparé à février 2015, le chômage a baissé de 1,971 million de personnes dans l'UE28 et de 1,303 million dans la zone euro.

Inflation

Augmentation de l'IPC en France

En mars 2016, l'indice des prix à la consommation (IPC) augmente de 0,7 % après +0,3 % en février. Corrigé des variations saisonnières, il augmente de 0,1 % après un recul de 0,2 % les deux mois précédents. Sur un an, l'IPC recule de 0,1 %, après -0,2 % en février.

Légère hausse de l'inflation en zone euro

Le taux d'inflation annuel de la zone euro est estimé à -0,1 % en mars 2016, en hausse par rapport au mois de février où il était de -0,2 %, selon une estimation rapide publiée par Eurostat. S'agissant des principales composantes de l'inflation de la zone euro, les services devraient connaître le taux annuel le plus élevé en mars (1,3 %, comparé à 0,9 % en février), suivis de l'alimentation, alcool et tabac (0,7 %, comparé à 0,6 % en février), des biens industriels non énergétiques (0,5 %, comparé à 0,7 % en février) et de l'énergie (-8,7 %, comparé à -8,1 % en février).

Banque de France

Rue de la Banque N° 22 - avril 2016 : Contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la croissance

La contribution des technologies de l'information et de la communication (TIC) à la croissance s'essouffle depuis le début de la décennie 2000 dans les pays industrialisés. La zone euro en a jusqu'ici moins bénéficié que les États-Unis. Des politiques appropriées permettraient à la zone euro de combler son retard. Ce Rue de la Banque compare les évolutions de la contribution des TIC à la croissance aux États-Unis, dans la zone euro et au Royaume-Uni sur la période 1970-2013. Après une longue période de croissance continue, la diffusion des TIC comme facteur de production s'est stabilisée au début des années 2000, à des niveaux largement supérieurs aux États-Unis que dans la zone euro, le Royaume-Uni connaissant une position intermédiaire.

https://www.banque-france.fr/uploads/tx_bdfgrandesdates/RDB-22-contribution-technologies-information-communication-croissance.pdf

OCDE

Atténuation du changement climatique - Politiques publiques et progrès réalisés

Ce rapport présente les tendances et les progrès réalisés en matière de politiques d'atténuation du changement climatique dans les 34 pays membres de l'OCDE, dans 10 économies partenaires, ainsi qu'au sein de l'Union européenne.

http://www.oecd-ilibrary.org/fr/environnement/attenuation-du-changement-climatique_9789264241718-fr

Chine

État de la dette chinoise

Au total, la dette publique et privée atteint aujourd'hui 236 % du PIB chinois. Elle a été multipliée par quatre en sept ans. Un rythme difficilement soutenable au vu du ralentissement de la croissance. Pour alléger la charge financière des entreprises chinoises, ainsi que le bilan de leurs créanciers, Pékin prévoit d'autoriser les banques à échanger de la dette contre du capital.

2 – Brèves économiques locales

Nickel : déclinaison du plan de soutien

Le contenu du plan de soutien au secteur nickel annoncé le 8 mars 2016 a été précisé par le Gouvernement de la Nouvelle-Calédonie lors de ses réunions des 29 mars, 5 avril et 12 avril.

- Le Fonds nickel, activé suite à la déclaration de la situation de crise le 16 février, disposera d'un budget de 2,8 milliards de F CFP pour 2016. 600 millions de F CFP seront affectés au soutien conjoncturel (prise en charge partielle ou totale des cotisations patronales pour les entreprises de moins de 500 salariés, ouverture de chantiers en compensation d'une chute brutale d'activité sur les centres miniers). 592,2 millions de F CFP seront par ailleurs dédiés à des actions de réhabilitation des sites miniers ou des cours d'eau engravés.
- Cinq autorisations d'exporter supplémentaires (cf. lettres de janvier 2016 et novembre 2015) ont été accordées, visant à soutenir l'emploi sur les mines de la côte Est, fragilisé par la suspension des exportations à destination du client historique australien QNI. Les exportations vers la Chine ont été autorisées « dans des quantités équivalentes à l'Australie, à la condition toutefois que les mineurs calédoniens privilégient des clients [...] qui fabriquent de l'inox et non ceux qui produisent du pig iron (acier de mauvaise qualité) et qui sont à l'origine de la baisse des cours du nickel. »

Bénéficiaire	Date	Destination	Tonnage max./an	Minerai (teneur)	Durée
Société Minière Georges Montagnat (SMGM)	29 mars	Japon (Pacific Metals Company)	480 000 T.h.	Saprolitique (1,65% - 2%)	10 ans
Société Minière Georges Montagnat (SMGM)	12 avril	Chine (via Glencore)	300 000 T.h.	Latéritique (1,3%- 1,6 %)	18 mois
Société des Mines de la Tontouta (SMT)	5 avril	Japon (Sumimoto Metal Mining Co.)	650 000 T.h.	Saprolitique (≤ 2 %)	10 ans
Société des Mines de la Tontouta (SMT)	5 avril	Chine (via Glencore)	350 000 T.h.	Latéritique (1,3%- 1,65 %)	18 mois
Société Le Nickel (SLN)	5 avril	Chine (Tsingshan International PTE)	350 000 T.h.	Latéritique (1,45%- 1,65 %)	12 mois

Institutions : installation de la 4^e mandature du CESE

Le Conseil économique, social et environnemental (CESE), institution consultative de la Nouvelle-Calédonie, est entré dans sa quatrième mandature le 21 avril 2016, près d'un an après la clôture de la mandature 2010-2015. Ses 41 membres ont été désignés pour 5 ans parmi la société civile (syndicats, associations, organisations professionnelles), par les provinces (28 membres) et le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie (9 membres), ainsi que par le Sénat coutumier et le Comité consultatif de l'environnement en leur sein (4 membres).

Prix : assouplissement des conditions de nomination des membres de l'Autorité locale de la concurrence

L'Assemblée Nationale a adopté le 7 avril 2016 la proposition de loi organique n°3236 assouplissant les conditions de nomination des membres de la future Autorité de la concurrence. Déjà adopté au Sénat le 18 novembre 2015, le texte rend compatible la fonction de membre d'une autorité administrative indépendante avec l'exercice d'un emploi public, hors périmètre de la Nouvelle-Calédonie, des provinces, des communes ou d'un établissement public local. Le Conseil constitutionnel a validé la constitutionnalité de cet assouplissement le 21 avril.

Développement durable : sommet Océania 22

Oceania 22, 4^e sommet océanien du développement durable, s'est tenu du 11 au 13 avril 2016 à Bourail. Il a rassemblé une douzaine de délégations d'États ou territoires océaniques et des représentants de la société civile autour de la thématique du changement climatique, en vue de la COP 22 qui se tiendra au Maroc en novembre 2016.

L'IEOM Nouvelle- Calédonie a publié :

- Infos financières – [Évolutions bancaires et monétaires en Nouvelle-Calédonie au 31 décembre 2015](#), avril 2016
- Note expresse portrait n°188 – [L'économie de la Nouvelle-Calédonie en 2015](#), avril 2016
- Note expresse éclairage n°185 – [L'économie bleue en Nouvelle-Calédonie](#), mars 2016

Les partenaires CEROM ont publié :

- ISEE - [Synthèse sur les logements](#) issue du recensement 2014
- AFD - [Observatoire des communes](#) de Nouvelle-Calédonie 2016

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante : <http://www.ieom.fr/nouvelle-calédonie/abonnement-aux-publications-58/> Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne.

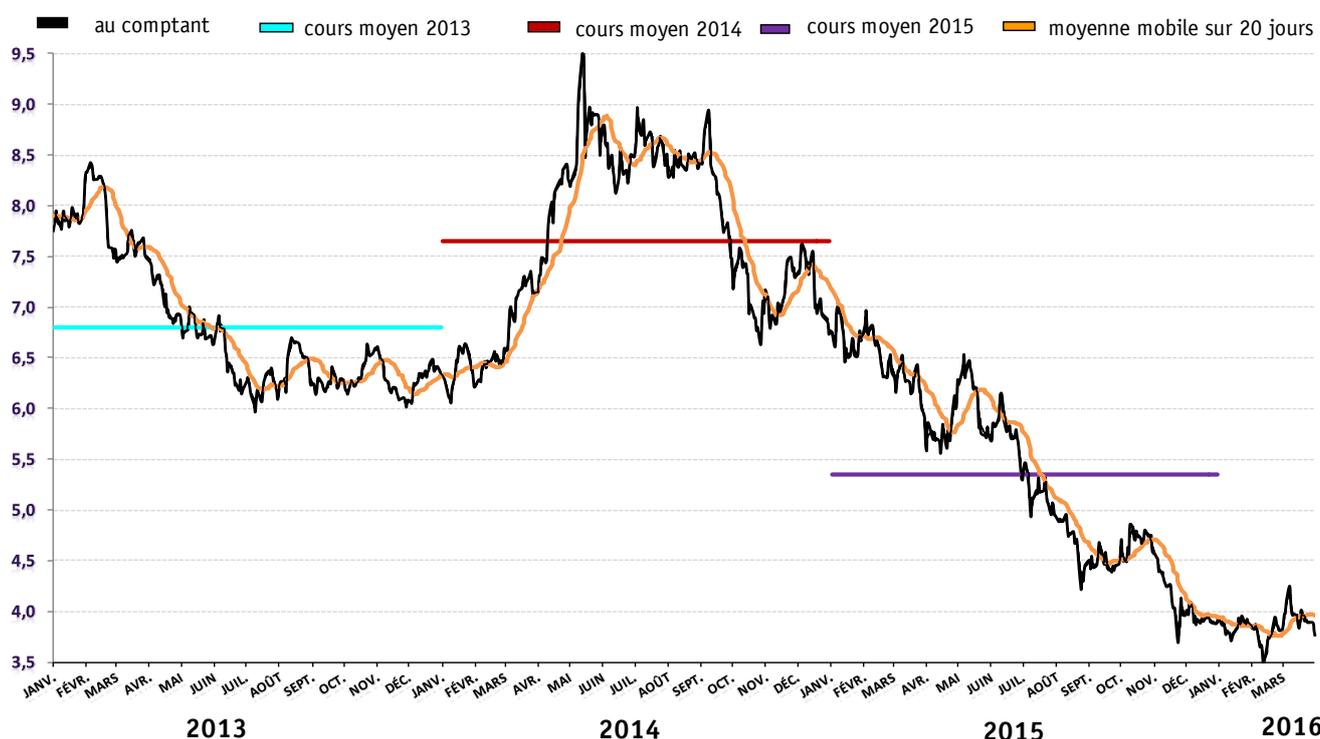
3 – Sélection d'indicateurs mensuels

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Indice des prix à la consommation		mars-16	106,23	0,4%	0,9%
Nombre de demandeurs d'emploi		févr.-16	8 594	10,5%	11,4%
COMMERCE EXTERIEUR (en millions de F CFP)					
Exportations	mensuelles	févr.-16	10 890	79,9%	40,9%
	cumulées	févr.-16	16 942	-	-14,5%
Importations	mensuelles	mars-16	21 037	3,1%	0,9%
	cumulées	mars-16	62 200	-	-8,6%
SECTEURS D'ACTIVITE			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
NICKEL					
• Cours du nickel au LME en USD/livre		mars-16	3,95	4,8%	-36,7%
• Cours du nickel au LME en F CFP/livre		mars-16	423	4,4%	-38,5%
• Exportations de minerai (en milliers de tonnes)	mensuelles	févr.-16	352	21,7%	46,6%
	cumulées	févr.-16	641	-	30,4%
• Exportations de produits métallurgiques (Ferronickel, matte, NHC, NiO, en tonnes de nickel contenu)	mensuelles	févr.-16	14 142	190,9%	165,0%
	cumulées	févr.-16	19 002	-	47,2%
TOURISME					
• Touristes débarqués	mensuels	janv.-16	9 085	-29,1%	5,2%
	cumulés	janv.-16	9 085	-	5,2%
• Croisiéristes	cumulés	déc.-15	444 124	-	5,3%
BTP					
• Ventes totales de ciment (en tonnes)	mensuelles	févr.-16	9 739	18,9%	24,6%
	cumulées	févr.-16	17 931	-	15,8%
• Index BT 21		mars-16	101,99	-0,2%	0,7%
• IRL (p)		mars-16	120,39	0,0%	0,4%
CREVETTES					
• Exportations de crevettes (en tonnes)	mensuelles	févr.-16	23	-28,1%	-18,1%
	cumulées	févr.-16	55	-	26,0%
• Exportations de crevettes (en millions de F CFP)	mensuelles	févr.-16	34	-30,6%	-19,8%
	cumulées	févr.-16	83	-	28,7%
COMMERCE AUTOMOBILE					
Immatriculations de voitures particulières neuves	mensuelles	mars-16	458	6,5%	-12,8%
	cumulées	mars-16	1 252	-	-12,3%

(p) chiffre provisoire

Sources : ISEE, IDCNC, DIMENC, DITTT

ÉVOLUTION DES COURS DU NICKEL AU LME (\$/LB)



4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse monétaire

en millions de F CFP	mars-14	mars-15	mars-16	var 15/14	var 16/15
Circulation fiduciaire	15 115	17 030	19 626	12,7%	15,2%
Dépôts à vue	270 909	304 437	345 598	12,4%	13,5%
Total M1	286 024	321 467	365 224	12,4%	13,6%
M2-M1	114 540	116 654	117 560	1,8%	0,8%
Total M3	591 722	625 170	655 036	5,7%	4,8%

Concours de caractère bancaire

en millions de F CFP	déc.-13	déc.-14	déc.-15	var 14/13	var 15/14
Entreprises	452 929	457 721	472 383	1,1%	3,2%
Ménages	409 701	418 471	434 936	2,1%	3,9%
Collectivités locales	74 063	94 210	105 589	27,2%	12,1%
Autres agents	15 715	15 590	19 827	-0,8%	27,2%
Total encours sain	952 408	985 992	1 032 735	3,5%	4,7%
Créances douteuses brutes	29 611	29 380	31 220	-0,8%	6,3%
Total encours brut	982 019	1 015 371	1 063 955	3,4%	4,8%

Interdits bancaires

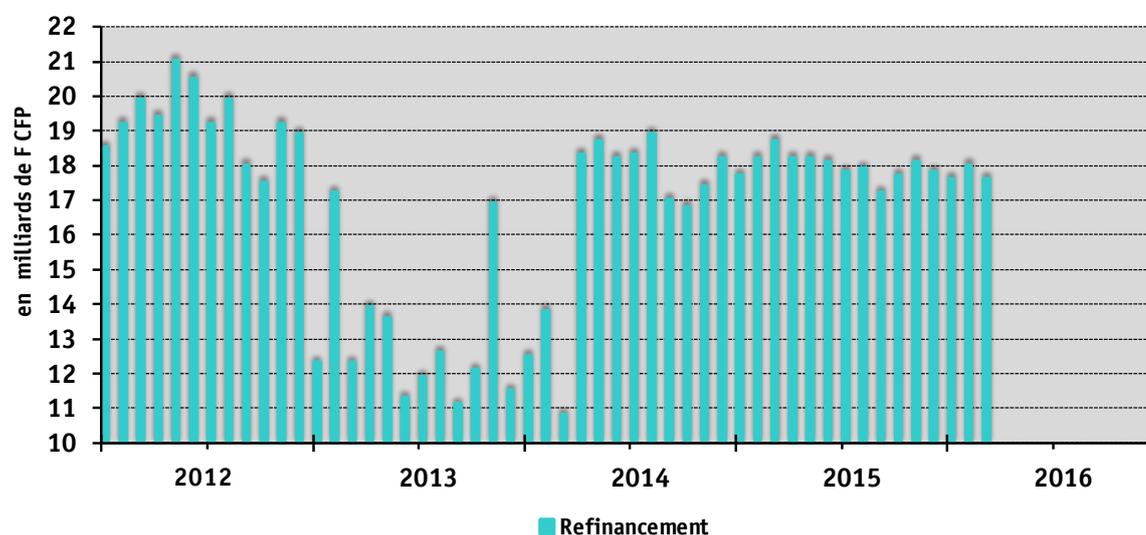
INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Interdits bancaires	stock	mars-16	8 001	0,5%	2,7%
	dont personnes physiques	mars-16	7 051	0,5%	2,4%
	dont personnes morales	mars-16	950	0,5%	4,6%

Cotation

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	Cotes valides	mars-16	18 800	0,6%	6,9%
		mars-16	6 621	0,5%	12,3%

Refinancement des entreprises

INDICATEURS IEOM			Données brutes	var.mensuelle	gliss. annuel
Refinancement (en milliards de F CFP)	Entreprises	mars-16	17,6	-2,0%	-5,6%



2- Brèves régionales

Visite du Premier ministre français en Nouvelle-Calédonie

Le Premier ministre français Manuel VALLS se rendra en Nouvelle-Calédonie du 28 au 30 avril 2016, en présence de la Ministre des Outre-mer George PAU-LANGEVIN. Cette visite fait suite aux accords signés le 5 juin 2015 par le Comité exceptionnel des signataires de l'accord de Nouméa, et répond au besoin de préparer l'avenir institutionnel du Territoire. Des questions d'ordre économique, notamment le soutien du secteur du nickel, seront également abordées. Le Premier ministre terminera sa visite officielle en Océanie par une étape en Nouvelle-Zélande, afin de renforcer la coopération franco-néo-zélandaise et l'insertion des collectivités françaises du Pacifique dans leur environnement régional.

Quatrième édition du Sommet océanien du développement durable, Ocenia 22

La rencontre Oceania 22 a eu lieu du 11 au 13 avril 2016 à Bourail en Nouvelle-Calédonie, en présence des délégations de quinze nations du Pacifique, de la Communauté du Pacifique (CPS), de la France (pays organisateur de la COP21) et du Maroc (pays organisateur de la COP22). De nombreux autres acteurs (délégués coutumiers de la communauté d'accueil, organisations intergouvernementales, scientifiques, économistes) ont aussi pris part à l'événement. Des ateliers de travail ont été mis en place afin de réfléchir aux modalités d'application de l'Accord de Paris dans le Pacifique. Des tables rondes et un cycle de conférence ont aussi permis d'échanger et de débattre sur les enjeux du développement face aux changements climatiques dans les petits États insulaires. Ces trois jours de réflexion se sont conclus par la signature de la Déclaration de Bourail, qui souligne l'importance d'une mobilisation de l'ensemble des acteurs internationaux autour des problématiques liées au développement durable.

Nouveau partenariat entre l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) et la Communauté du Pacifique (CPS)

Un accord de coopération scientifique et technique a été signé pour une durée de cinq ans par le Dr. Colin TUKUITONGA, directeur général de la CPS, et M. Jean-Marc CHÂTAIGNER, directeur général délégué de l'IRD. Il permet la mise en place de programmes de recherche communs portant essentiellement sur les écosystèmes marins, l'observation des océans, la géologie et la sismologie. Cette collaboration inclut également la formation d'étudiants et l'organisation de séminaires et de colloques, en faveur d'un meilleur partage de l'information. Cette coopération devrait accélérer l'acquisition de connaissances scientifiques et la mise en place d'outils pertinents d'adaptation aux changements globaux actuels. La zone Pacifique est en effet particulièrement exposée aux transformations climatiques et environnementales.

3 – Brèves locales

Les élections de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des métiers et de l'agriculture auront lieu le vendredi 22 avril 2016

Les élections des représentants de la Chambre de Commerce, d'Industrie, des métiers et de l'agriculture (CCIMA) auront lieu le vendredi 22 avril 2016 à l'Administration supérieure de Wallis-et-Futuna. La CCIMA est l'organe représentatif des différents secteurs d'activité et des entreprises sur le Territoire. Il a pour attribution la défense des intérêts généraux des professionnels, l'aide aux chefs d'entreprise, le conseil, la formation et participe à la gestion de structures externes ayant un rapport direct avec la vie des entreprises. Les électeurs seront amenés à choisir parmi huit listes de candidats. Les membres élus choisiront par la suite leur président.

Publication d'un rapport sur la santé des élèves de Wallis-et-Futuna

Un rapport concernant la santé des élèves de Wallis-et-Futuna vient d'être publié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il dresse un panorama de la santé physique et psychologique des jeunes du Territoire, et vise à identifier les comportements à risques favorisant l'apparition et la diffusion des maladies non transmissibles (diabète, hypertension, maladies cardio-vasculaires, insuffisance rénale chronique, cancers). Ces maladies représenteraient, selon le rapport, 60 % de la mortalité globale, mais pourraient être en grande partie évitées.

L'enquête, réalisée en mai 2015, porte sur un échantillon représentatif de 1 117 élèves âgés de 12 à 18 ans. Des questions portant sur l'alimentation, la sexualité, la consommation de tabac, d'alcool, de drogues, mais aussi sur le bien-être psychologique (entourage, écoute de l'adulte référent, perception de soi-même) ont été posées. Le rapport souligne une situation épidémiologique alarmante au regard des pathologies liées à la surcharge pondérale, et prévoit une détérioration structurelle de l'état de santé de la population dans les années à venir. La tendance au surpoids est notamment inquiétante chez les jeunes de l'archipel : plus de 60 % d'entre eux seraient en surpoids, et plus d'un tiers en situation d'obésité.

Le rapport est téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.who.int/chp/gshs/gshs-report-wallis-futuna-2015.pdf>

Wallis-et-Futuna représentée lors de la 16^{ème} Semaine de l'Outre-mer

La 16^{ème} Semaine de l'Outre-mer s'est déroulée du 26 mars au 9 avril 2016 à Savigny-le-Temple (77). L'objectif de cette manifestation, qui est organisée chaque année par l'Union Outre-mer de Sénart, est de promouvoir et sensibiliser les visiteurs à la culture de tous les territoires et collectivités ultra-marins français. A cette occasion, les visiteurs ont notamment pu découvrir la richesse de la culture de Wallis-et-Futuna, grâce à une exposition mettant à l'honneur l'art du Territoire (tapas, sculptures...) et la lecture de contes traditionnels.

Sensibilisation à la préservation de l'environnement par l'apprentissage du tri sélectif

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme INTEGRE (Initiative des territoires pour une gestion régionale de l'environnement), soutenu par l'Union Européenne dans le cadre du Xe FED régional, des activités de sensibilisation à la préservation de l'environnement ont été mises en place ce mois-ci. Les premiers groupes de jeunes sont ainsi passés à l'action et ont appris à trier les déchets par catégorie (plastique, carton, aluminium). En parallèle, des animateurs INTEGRE les ont amenés à réfléchir sur l'utilité du recyclage en milieu insulaire. Ces activités de sensibilisation devraient se poursuivre tout au long de l'année 2016.

Comment s'abonner aux publications de l'IEOM ?

Vous avez la possibilité de vous abonner en ligne à nos publications. Vous serez ainsi informé par mail de toute nouvelle publication de l'IEOM, dès sa mise en ligne. Un lien direct vous sera également communiqué pour accéder au document. Pour vous abonner, connectez-vous sur notre site Internet, à l'adresse suivante :

<http://www.ieom.fr/wallis-et-futuna/abonnement-aux-publications/>

4 – Les indicateurs de référence

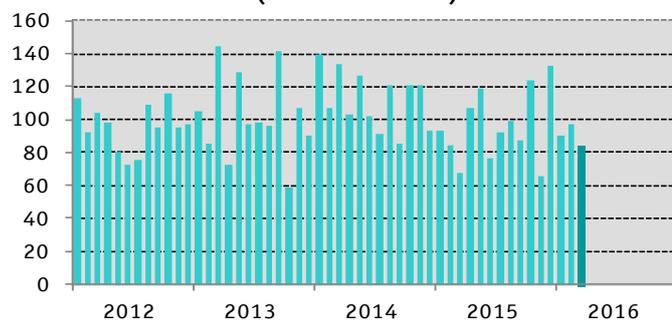
		Données brutes	▲/mois	▲/an	
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		1T 16	115,15	-	-1,3%
SMIG mensuel en XPF		mars-16	90 000	-	0,0%
Nombre d'emplois salariés		juin-15	2 057	-	-1,0%
Échanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	mars-16	399	-1,3%	-
	cumulées	mars-16	1 200	-	3,0%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	mars-16	85	-12,8%	-
	cumulés	mars-16	273	-	11,2%
Taxes intérieures de consommation	mensuelles	mars-16	39	0,9%	-
	cumulées	mars-16	124	-	18,0%
Énergie					
Production brute d'électricité (milliers de kWh)	trimestrielle	mars-16	5 252	9,9%	-
	cumulée	mars-16	5 252	-	10,3%
Consommation de gazole ¹ (milliers de litres)	trimestrielle	déc-15	432	4,1%	-
	cumulée	déc-15	7 261	-	0,0%
Consommation d'essence (milliers de litres)	trimestrielle	déc-15	1 945	9,5%	-
	cumulée	déc-15	1 642	-	-4,3%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	févr-16	2 870	-371	-
	mensuel	févr-16	1 285	-18	-
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	mars-16	2	0	-
	cumulé	mars-16	6	-	-2
Nombre de touchées de navires de marchandises	mensuel	mars-16	12	-3	-
	cumulé	mars-16	54	-	+16

Sources : STSEE, CPSWF, Douanes, Administration supérieure, EEFW, SWAFEP, Aviation civile

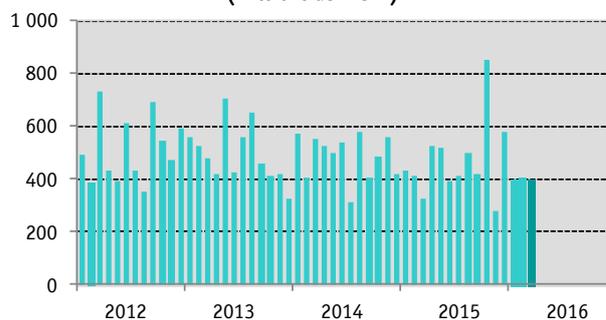
¹ Utilisant le gazole pour la production de l'électricité, la société EEFW explique à elle seule plus de 60 % de la consommation de l'archipel.

nc : non communiqué

Droits de douanes et taxes à l'entrée
(millions de F CFP)



Importations
(millions de F CFP)



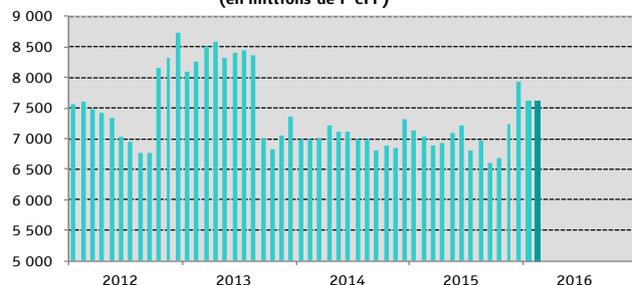
5 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

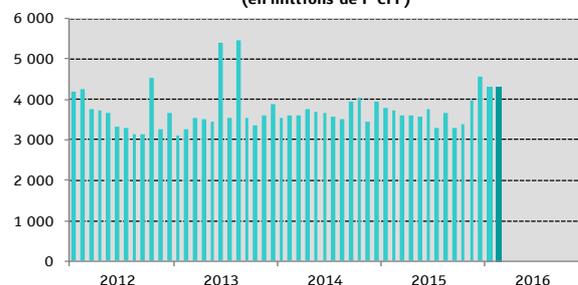
Accroissement de la masse monétaire résultant d'une augmentation des dépôts à vue

en millions de F CFP	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	2 043	2 074	2 053	-1,0%	0,5%
Dépôts à vue	3 725	4 300	4 314	0,3%	15,8%
Total M1	5 768	6 374	6 366	-0,1%	10,4%
M2-M1 (comptes sur livrets)	457	439	440	0,2%	-3,9%
M3-M2 (dépôts à terme)	814	810	811	0,0%	-0,4%
Total M3	7 039	7 622	7 616	-0,1%	8,2%

Masse monétaire
(en millions de F CFP)



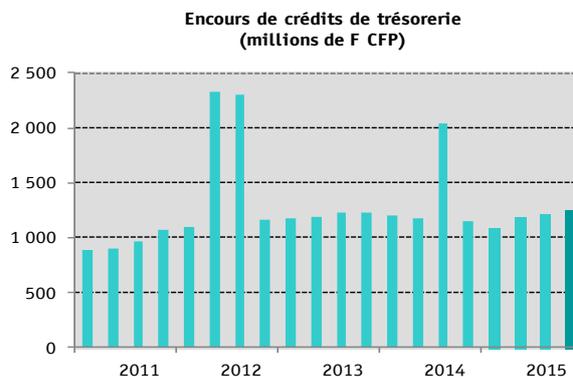
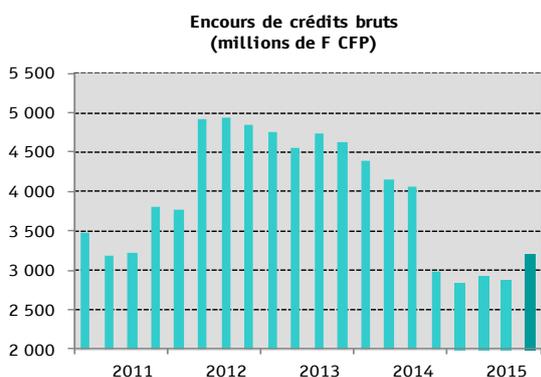
Dépôts à vue
(en millions de F CFP)



Concours de caractère bancaire

Progression de l'encours des crédits en lien avec la hausse des crédits à l'équipement des collectivités locales

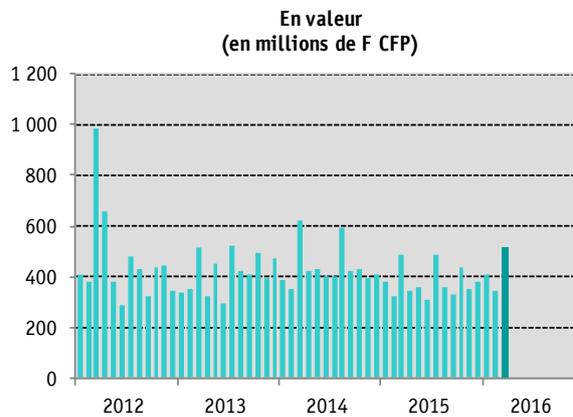
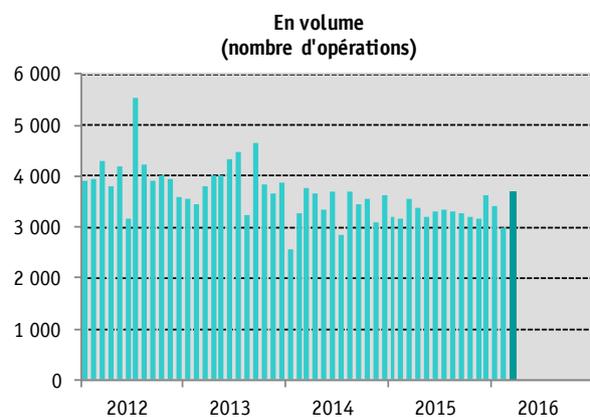
en millions de F CFP	déc-13	déc-14	déc-15	▲/an
Crédits de trésorerie	1228	1148	1254	9,3%
Crédits à l'équipement	2189	960	1151	19,9%
Crédits à l'habitat	398	235	237	0,5%
Autres crédits	349	199	188	-5,7%
Total encours sain	4164	2542	2830	11,3%
Créances douteuses brutes	469	438	376	-14,0%
Total encours brut	4633	2980	3206	7,6%



Compensation

Augmentation en nombre et en valeur des opérations de compensation sur le mois

		mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Compensation	en nombre	3 554	3 006	3 692	22,8%	-
	cumulé	9 923	-	10 106	-	1,8%
Compensation	en millions de CFP	487	347	518	49,3%	-
	cumulé	1 189	-	1 271	-	6,9%



Incidents bancaires

Baisse du nombre d'incidents bancaires à l'année

en nombre	mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement sur chèque	55	37	66	78,4%	-
cumulé	208	-	152	-	-26,9%
Retraits de cartes bancaires	0	0	5	-	-
cumulé	0	-	5	-	-

Interdits bancaires

Contraction du nombre de personnes en situation d'interdits bancaires

en nombre	mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	318	274	278	1,5%	-12,6%
- dont personnes physiques	302	260	263	1,2%	-12,9%
- dont personnes morales	16	14	15	7,1%	-6,3%

Cotation

Pas de changement du nombre de cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM

en nombre	mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Cotes valides	48	49	49	0,0%	2,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	12	12	0,0%	-29,4%

6 – Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	N-1	N	▲/an
Indicateurs économiques				
indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	1T	116,62	115,15	-1,3%
Entreprises				
personnes morales en interdiction bancaire (nb, stock)	mars	16	15	-6,3%
importations de biens d'équipement (M XPF)	mars	156	179	14,7%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	mars	10	21	110,0%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars	17	21	23,5%
Ménages				
emploi salarié (nb, stock)	juin	2 078	2 057	-1,0%
<i>dont secteur privé</i>	juin	828	808	-2,4%
<i>dont secteur public</i>	juin	1 250	1 249	-0,1%
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	mars	533	533	0,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb, stock)	mars	302	263	-12,9%
décision retrait cartes bancaires (nb)	mars	0	5	-
incidents paiements sur chèques (nb)	mars	208	152	-26,9%
importations de produits alimentaires (M XPF)	mars	298	294	-1,3%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	mars	191	206	7,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	mars	67	91	35,8%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	mars	21	33	57,1%
Échanges extérieurs en millions de XPF				
importations	mars	1 164	1 200	3,1%
exportations	mars	-	-	-
recettes douanières	mars	354	401	13,3%
<i>dont droits de douanes + taxes à l'entrée</i>	mars	245	273	11,4%
<i>dont taxes intérieures de consommation</i>	mars	105	124	18,1%
Indicateurs financiers				
La masse monétaire en millions de XPF				
Dépôts à vue	février	3 725	4 314	15,8%
M1	février	5 768	6 366	10,4%
M2	février	6 225	6 806	9,3%
Dépôts à terme	février	814	811	-0,4%
M3	février	7 039	7 616	8,2%
Ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	décembre	1 355	1 465	8,1%
<i>dont crédits à la consommation</i>	décembre	1 166	1 269	8,9%
<i>dont crédits à l'habitat</i>	décembre	190	196	3,3%
Entreprises	décembre	884	852	-3,6%
<i>dont crédits d'exploitation</i>	décembre	54	59	8,8%
<i>dont crédits d'investissement</i>	décembre	672	653	-2,8%
Collectivités locales	décembre	288	503	74,6%
Autres agents et CCB non ventilés	décembre	16	10	-37,3%
créances douteuses brutes	décembre	438	376	-14,0%
taux de créances douteuses	décembre	14,7%	11,7%	-3,0 pt
Ensemble des actifs financiers				
Ménages	décembre	2 874	2 998	4,3%
<i>dont assurances-vie</i>	décembre	1 073	1 187	10,6%
Sociétés	décembre	2 169	2 103	-3,0%
Autres agents	décembre	2 116	2 237	5,7%

2 – Brèves économiques locales

Finances publiques : adhésion de la Polynésie française au capital de l'Agence France Locale

Le Pays a signé un protocole d'adhésion au capital de l'Agence France Locale (AFL), banque spécialisée dans la levée de financements sur les marchés obligataires accordant des prêts à taux modéré aux collectivités locales françaises partenaires ayant souscrit à son capital. Le Pays prévoit d'entrer dans l'actionnariat de l'AFL à hauteur de 720 millions de F CFP, soit près de 5 % du capital de la banque. Un premier emprunt de 2 milliards de F CFP pourrait être sollicité auprès de l'AFL par le Pays dès 2017.

Pêche : élaboration du schéma directeur de la pêche hauturière en Polynésie française

Le Pays a sollicité l'appui technique et financier de l'Agence française de Développement (AFD) pour l'élaboration d'un nouveau schéma directeur du développement de la pêche hauturière. Les acteurs de la filière pêche seront consultés au cours de la réalisation de cette étude, qui sera financée pour 50 % par l'AFD et pour 50 % par le Pays. Les travaux devraient durer cinq mois, pour une mise en œuvre du schéma directeur prévue début 2017. L'ambition affichée est de doubler à terme la production, qui a atteint 6 200 tonnes en 2015.

Budget du Pays : bilan provisoire de l'exécution du budget 2015

Le bilan provisoire de l'exécution du budget 2015 affiche des recettes réelles de fonctionnement en hausse de 5 milliards par rapport à 2014 (107,4 milliards de F CFP), suite à l'augmentation du produit de la fiscalité indirecte et à la reprise de la politique de distribution des dividendes des établissements publics du Pays. Les recettes d'investissement sont en baisse, en raison de la diminution du niveau des emprunts (7,2 milliards de F CFP en 2015, contre 16,7 milliards en 2014). Le résultat de clôture de l'exercice est évalué à 5,8 milliards de F CFP. Redevue positive en 2015, l'épargne nette s'établit à 7 milliards de F CFP.

Gestion des déchets : l'Assemblée adopte la convention pluriannuelle 2015-2020 signée entre le Pays et l'ADEME

La convention pluriannuelle 2015-2020, signée entre le Pays et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), a été adoptée par l'Assemblée de Polynésie française fin mars. Visant à accompagner la mise en œuvre d'une politique de prévention et de gestion des déchets, elle est financée à parts égales par le Pays et l'ADEME, pour un montant total de 312 millions de F CFP sur cinq ans.

Internet : lancement du câble sous-marin transpacifique Hawaïki

La compagnie *Hawaïki cable* a annoncé le lancement de la construction d'un câble sous-marin reliant l'Australie et la Nouvelle-Zélande aux États-Unis, via Hawaï. La connexion, qui prévoit un débit de 30 téraoctets par seconde (47 fois supérieur à celui du câble Honotua), pourrait être établie dès mi-2018. Plusieurs collectivités du Pacifique Sud, dont la Polynésie française via les îles Cook, ont la possibilité de s'y raccorder. Cette annonce est faite alors que le Pays envisage d'ouvrir une seconde liaison câblée, afin de sécuriser celle de Honotua.

Hôtellerie : autorisation de rachat de deux hôtels par la société chinoise HNA Tourism

Le Pays a autorisé la société chinoise HNA Tourism (filiale du conglomérat Hainan Airlines Group) à investir en Polynésie par le rachat de l'hôtel Hilton de Moorea, et de l'hôtel Saint-Régis de Bora-Bora, tous deux détenus par le groupe polynésien de l'homme d'affaires Louis Wane. Le groupe Wane reste propriétaire du Hilton de Bora Bora, pour lequel un important investissement de rénovation en défiscalisation a été obtenu l'année dernière. HNA Tourism est par ailleurs signataire avec le Pays d'une lettre d'intention pour un projet d'hôtel à proximité du golf d'Atimaono.

Énergie : projet de centres de stockage de la production d'électricité pour stabiliser le réseau

Le ministère en charge des énergies a inscrit dans le plan de transition énergétique 2015-2030 du Pays un projet de construction de trois centres de stockage et de lissage de la production d'électricité d'ici 2020 à Tahiti, afin de favoriser le développement des sources d'énergie renouvelable, et notamment du photovoltaïque. Le coût total est estimé à près 1 milliard de F CFP.

Marchés publics : projet de réforme réglementaire

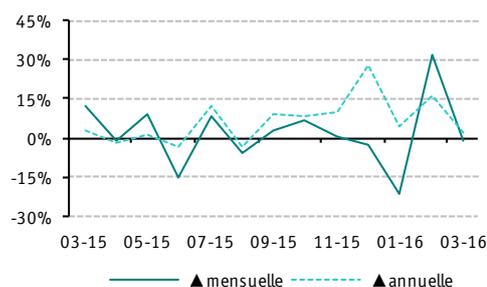
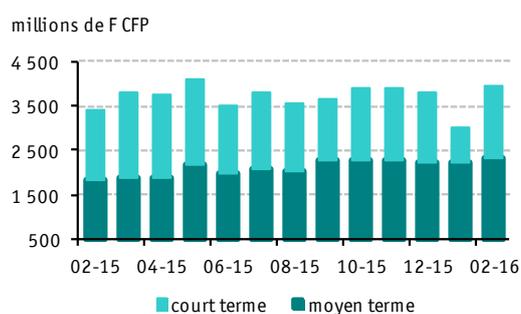
Le Pays a proposé une réforme du code des marchés publics. Le nouveau code proposé accorde la possibilité de scinder les prestations en lots afin d'en faciliter l'accès aux PME et TPE. Il prévoit également que des critères de choix écologiques et sociaux puissent être utilisés lors d'un appel d'offres. Le Conseil économique, social et culturel (CESC) a émis en mars un avis favorable à ce projet. En métropole, le code des marchés publics a été modifié en 2015.

3 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Hausse annuelle du refinancement à moyen terme

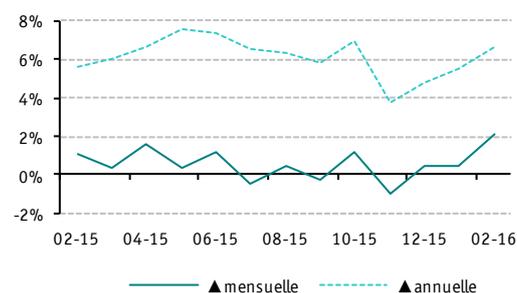
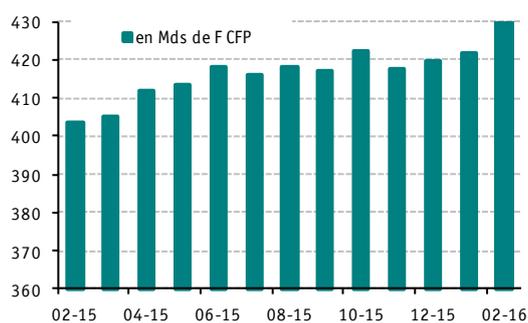
en millions de F CFP	mars-15	févr-16	mars-16	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 955	1 596	1 613	1,1%	-17,5%
Utilisations à moyen terme	1 834	2 318	2 261	-2,5%	23,3%
Refinancement total	3 788	3 915	3 874	-1,0%	2,3%



Masse monétaire

Progression de la masse monétaire

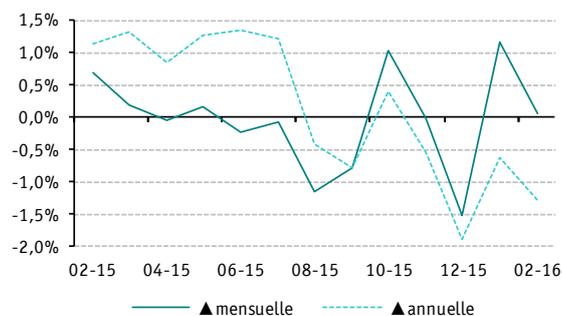
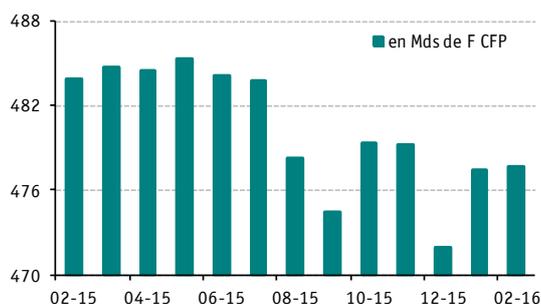
en millions de F CFP	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	12 879	13 611	13 977	2,7%	8,5%
Dépôts à vue	158 600	174 077	173 807	-0,2%	9,6%
Comptes sur livrets	99 421	100 243	100 920	0,7%	1,5%
Comptes d'épargne logement	385	394	395	0,3%	2,6%
Dépôts à terme	130 963	132 245	140 250	6,1%	7,1%
Autres	1 419	1 039	1 037	-0,2%	-26,9%
Total M3	403 667	421 609	430 386	2,1%	6,6%



Concours des banques locales à l'économie

Diminution annuelle des crédits accordés par les banques locales

en millions de F CFP	févr-15	janv-16	févr-16	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	111 640	106 372	105 522	-0,8%	-5,5%
Crédits d'équipement	77 404	77 620	78 216	0,8%	1,0%
Crédits à l'habitat	169 281	173 225	173 816	0,3%	2,7%
Autres crédits	63 479	62 609	63 105	0,8%	-0,6%
Créances douteuses brutes	62 027	57 599	56 982	-1,1%	-8,1%
Total Concours de Caractère Bancaire	483 831	477 425	477 640	0,0%	-1,3%



Les indicateurs de référence

	date	m-12	m-1	m	▲ / mois	▲ / an
Indicateurs macroéconomiques						
Indice des prix à la consommation (base 100 décembre 2007)	mars-16	108,1	107,1	107,3	0,2%	-0,7%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand (base 100 janvier 2000)	févr-16	115,1	116,0	116,0	0,0%	0,8%
Commerce extérieur						
Exportations civiles (en M F CFP)	févr-16	1 070	670	1 117	66,8%	4,4%
Importations civiles (en M F CFP)	févr-16	10 363	11 871	12 117	2,1%	16,9%
						(source : ISPF)
Entreprises						
Importations de biens d'équipement (M F CFP)	févr-16	1 756	2 314	2 220	-4,1%	26,4%
Importations de véhicules utilitaires (M F CFP)	févr-16	47	311	61	-80,3%	29,0%
Immatriculation de véhicules utilitaires neufs (nb)	mars-16	65	81	98	21,0%	50,8%
Personnes morales en interdiction bancaire (nb)	mars-16	479	481	468	-2,7%	-2,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Ménages						
Importations de biens de consommation courante (M CFP)	févr-16	1 549	1 851	1 952	5,5%	26,0%
Importations de produits alimentaires (M CFP)	févr-16	2 298	2 870	2 848	-0,7%	23,9%
Immatriculation de véhicules particuliers neufs (nb)	mars-16	206	214	240	12,1%	16,5%
Personnes physiques en interdiction bancaire	mars-16	2 767	3 146	3 106	-1,3%	12,3%
						(sources : ISPF, IEOM)
Secteurs						
Agriculture						
Exportations de perles brutes (en M F CFP)	févr-16	592	249	692	178,1%	16,8%
Exportations de poissons et crustacés (en M F CFP)	févr-16	86	61	91	48,5%	5,4%
BTP						
Importations de ciment (en M F CFP)	févr-16	35	49	53	9,7%	53,4%
Importations de bois transformé (en M F CFP)	févr-16	115	171	205	20,3%	78,9%
Industrie						
Exportations de monoï en vrac et conditionné (en M F CFP)	févr-16	19	20	25	27,3%	33,1%
Exportations d'huile de coprah (en M F CFP)	févr-16	74	23	56	149,2%	-23,6%
Exportations de noni en purée et en jus (en M F CFP)	févr-16	56	52	56	7,4%	-0,7%
Tourisme						
Nombre de visiteurs	janv-16	18 612	14 882	15 985	7,4%	-14,1%
Taux d'occupation hôtelière (CPH)	févr-16	55,5%	51,5%	63,1%	11,6 pt	+7,6 pts
						(sources : ISPF, CPH)
Indicateurs financiers (Encours des banques locales en M FCFP)						
Dépôts						
Ménages						
Dépôts à vue	mars-16	62 216	65 962	66 998	1,6%	7,7%
Comptes sur livret	mars-16	93 349	93 925	94 597	0,7%	1,3%
Dépôts à terme	mars-16	70 455	70 999	71 410	0,6%	1,4%
Entreprises						
Dépôts à vue	mars-16	77 925	86 675	87 995	1,5%	12,9%
Dépôts à terme	mars-16	53 418	51 217	50 992	-0,4%	-4,5%
Encours bancaires						
Ménages						
Crédits de trésorerie	mars-16	68 339	65 003	65 064	0,1%	-4,8%
Crédits à l'habitat	mars-16	151 049	155 784	155 712	0,0%	3,1%
Entreprises						
Crédits de trésorerie	mars-16	35 843	32 770	33 432	2,0%	-6,7%
Crédits d'équipement	mars-16	66 415	68 518	68 454	-0,1%	3,1%
						(source : IEOM)

4 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	-0,40%	16/03/2016
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	0,00%	16/03/2016
taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	16/03/2016

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicable aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	01/01/2016	-0,10%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	05/01/2015	0,05%	2,80%
taux de la facilité de prêt marginal	05/01/2015	0,30%	
taux de l'escompte de chèques	05/01/2015	0,30%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois				taux de base bancaire		taux	date d'effet
	31/03/2016	29/02/2016	Var. M-1	banques métropolitaines	banques locales		
EONIA	-0,3030%	-0,2270%	- 0,076 pt			6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	-0,3340%	-0,2650%	- 0,069 pt	taux d'intérêt légal premier sem. 2016			
EURIBOR 3 mois	-0,2440%	-0,2050%	- 0,039 pt			4,54%	JORF 27/12/2015
EURIBOR 6 mois	-0,1320%	-0,1340%	+ 0,002 pt	créances des personnes physiques (hors besoins professionnels)			
EURIBOR 12 mois	-0,0050%	-0,0240%	+ 0,019 pt	autres cas			
				1,01%			
taux d'intérêt en moyenne mensuelle				Définitions			
	mars-16	févr.-16	Var. M-1	EONIA: Euro OverNight Index Average			
TMO	0,7600%	0,8500%	- 0,090 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate			
TME	0,5600%	0,6500%	- 0,090 pt	TMO : taux moyen des obligations publiques			
				TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme			

devise	USD			JPY			GBP		
date	31/03/2016	29/02/2016	29/01/2016	31/03/2016	29/02/2016	29/01/2016	31/03/2016	29/01/2016	30/12/2015
taux JJ	0,430%	0,410%	0,470%	nd	nd	nd	0,475%	0,520%	0,480%
3 mois	0,790%	0,820%	0,750%	nd	nd	nd	0,800%	0,810%	0,665%
10 ans emprunts phares	1,825%	1,750%	1,938%	-0,058%	-0,060%	0,101%	1,417%	1,594%	1,970%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables au 1er avril 2016)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,17%
Prêts à taux fixe	4,05%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	2,92%
Prêts à taux variable	3,55%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,33%
Prêts-relais	4,25%	Découverts en compte	13,37%
Autres prêts		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,73%
Prêts d'un montant inférieur à 357 995 XPF	20,50%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant compris entre 357 995 XPF et 715 990 XPF	13,20%	Découverts en compte	13,37%
Prêts d'un montant supérieur à 715 990 XPF	7,63%		

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE

Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	104,8149	1 NZD/XPF	72,7145	1 HKD/XPF	13,5171	1 GBP/XPF	150,7666	
100 JPY/XPF	93,3008	1 AUD/XPF	80,5914	1 SGD/XPF	77,9742	100 VUV/XPF	97,0681	1 FJD/XPF	50,4916